



Thèmes d'actualité

Josef Dissler, Vice-président USP, Wolhusen (LU)

La pression mise dans le dossier agricole par les grands pays exportateurs était énorme et la Conférence ministérielle de Hongkong s'annonçait sous de mauvais auspices pour l'agriculture. Il semblait que rien ne serait offert aux pays importateurs nets de denrées alimentaires en échange des concessions exigées dans le domaine agricole. Les formules les plus menaçantes avancées pour réduire les droits de douane auraient pour conséquence de faire diminuer la valeur de la production agricole de plus d'un tiers. Autant dire qu'à ce taux-là l'agriculture suisse et ses spécificités seraient laminées en profondeur. Par ailleurs, quel autre secteur de l'économie serait prêt à assumer de tels sacrifices?

Les longues et pénibles négociations de Hongkong ont finalement abouti à une déclaration ministérielle qui, plutôt que de présenter de grandes avancées, se veut une preuve de la survie du multilatéralisme tel que préconisé à l'OMC. L'USP n'a jamais été contre l'OMC en tant qu'organisation, mais bien contre une négociation de spoliation de concessions où quelques pays exportateurs ou multinationales imposeraient leurs vues à l'ensemble des autres pays. La déclaration ministérielle de Hongkong fixe 2013 comme date butoir pour l'élimination des subventions à l'exportation. Elle ne contient toutefois pas encore de chiffres de réduction, mais précise que ces chiffres devront être fixés d'ici fin avril 2006. De plus, elle stipule également que les listes de concession devront être déposées d'ici fin juillet 2006. Vu les minces progrès réalisés ces dernières années en la matière, il nous semble peu réaliste d'atteindre d'aussi ambitieux résultats en aussi peu de temps. Toutefois, ce calendrier serré est la preuve qu'il faudra compter avec une très forte pression en matière d'agriculture à l'OMC dès le début 2006.

Dans le cadre de la conférence ministérielle, l'USP reconnaît et respecte l'engagement de la délégation suisse à Hongkong. Même s'il est très difficile de se faire entendre, il est indéniable que les propositions en matière de produits sensibles faites par la Suisse au nom du G10 ont été prises en considération, puisqu'elles figurent dans la déclaration ministérielle. De son côté, l'USP s'est également fortement engagée avec ses amis d'organisations paysannes d'autres pays. Elles ont publié à Hongkong un communiqué qui réitérait nos exigences principales en matière d'OMC, soit:

- pas de capping (limite supérieure des droits de douane);
- une formule de réduction des droits de douane dont les conséquences économiques n'iront pas au-delà de celles de l'Uruguay Round (-36% en moyen);
- la possibilité pour chaque pays de déterminer un nombre de produits sensibles correspondant aux spécificités de son agriculture. La réduction des droits de douane de ces produits serait proportionnelle à leur sensibilité;
- une prise en compte des considérations autres que d'ordre commercial comme le bien-être animal et l'environnement;
- l'extension de la protection des indications géographiques à l'ensemble des produits agricoles.

En raison des conditions de production et du niveau général des prix en Suisse, l'agriculture de ce pays ne pourra jamais être aussi concurrentielle que celle des grands pays exportateurs. Ces pays pour leur part ne pourront jamais garantir une équivalence en terme de proximité et de transparence des procédés de production. Il ne fait par ailleurs pas de sens d'importer la plupart de nos denrées alimentaires de pays éloignés, que ce soit en terme d'écologie ou de sécurité alimentaire.

Quant à un éventuel accord de libre-échange avec les USA, l'USP ne s'oppose pas aux accords bilatéraux sur le principe. Elle s'oppose par contre résolument au fait d'intégrer l'agriculture dans un éventuel accord CH-USA. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra être tenu compte du désir des consommateurs et des citoyens suisses de garder la main sur leur alimentation et de disposer de la liberté de consommer ou non des aliments basés sur des organismes génétiquement modifiés ou contenant des hormones de croissances. Elle pose également la question de l'opportunité pour la Confédération de dépenser simultanément autant d'énergie sur le front multilatéral à l'OMC et sur le front du bilatéralisme.

Texte: www.sbv-usp.ch